



CHAPITRE 70

Loi modifiant la Loi des collèges
d'enseignement général et professionnel

[Sanctionnée le 8 avril 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1966/67,
c. 71, a.
28a, aj.

1. La Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71) est modifiée en insérant, après l'article 28, le suivant:

Enquête
sur admi-
nistration.

« **28a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut charger une personne qu'il désigne de faire enquête sur quelque matière se rapportant à l'administration ou au fonctionnement d'un collège.

Pouvoirs
d'un com-
missaire.

La personne ainsi désignée est investie, pour les fins de l'enquête, des pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).»

Id.,
Collège
Saint-
Laurent.

2. La personne pressentie par le ministre de l'éducation, le 5 avril 1971, pour faire enquête sur l'administration et le fonctionnement du collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent possède, pour les fins de cette enquête, les pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé suivant l'article 1 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11). Le rapport de cette personne devra être produit au ministre avant le 30 juin 1971.

Pouvoirs
suspendus.

3. Les pouvoirs du conseil d'administration et du comité exécutif du collège

CHAPTER 70

An Act to amend the General and
Vocational Colleges Act

[Assented to 8th April 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1966/67,
c. 71,
s. 28a,
added.

1. The General and Vocational Colleges Act (1966/1967, chapter 71) is amended by inserting after section 28 the following:

“**28a.** The Lieutenant-Governor in Council may direct a person whom he appoints to make an inquiry into any matter related to the administration or operation of a college.

The person so appointed shall have, for the purposes of the inquiry, the powers and immunities of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).”

2. The person directed by the Minister of Education on the 5th of April 1971 to inquire into the administration and operation of the Saint-Laurent general and vocational college shall have, for the purposes of such inquiry, the powers and immunities of a commissioner appointed under section 1 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11). Such person's report must be filed with the Minister before the 30th of June 1971.

3. The powers of the board of directors and of the executive committee of the

d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent sont suspendus pour la période allant du 5 avril au 30 juin 1971 et ils sont exercés, pendant cette période, par un administrateur désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Saint-Laurent general and vocational college are suspended for the period from the 5th of April to the 30th of June 1971 and shall be exercised during such period by an administrator appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.